

L'ÉCOLOGIE, VISION D'AVENIR À L'ÉPREUVE DE LA REALPOLITIK

[Jean-Paul Deléage](#), [Estienne Rodary](#)

Presses de Sciences Po | « Écologie & politique »

2012/2 N° 45 | pages 21 à 32

ISSN 1166-3030

ISBN 9782724632866

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique1-2012-2-page-21.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'écologie, vision d'avenir à l'épreuve de la realpolitik

ENTRETIEN AVEC JEAN-PAUL DELÉAGE

Peux-tu, pour commencer, évoquer ta rencontre avec l'écologie ?

L'éveil de ma conscience politique, c'est la période de la décolonisation avec la fin de la guerre d'Algérie, au début des années 1960, alors que j'étais lycéen à Saint-Étienne, ville de mineurs et haut lieu de la lutte des classes. J'ai commencé à réfléchir alors à la violence de l'État dans le maintien de l'ordre intérieur et dans l'exercice de la guerre coloniale.

Mais cela n'a pas de rapport avec l'écologie. À l'époque, j'étais tiraillé entre deux passions, la politique et le football. Les deux ne plaisaient pas à mon père, parce qu'il pensait que la politique ne conduisait à rien, et le football non plus. Après des années très contrariées, j'ai enfin échappé à la vie stéphanoise pour poursuivre des études à Lyon. C'était l'époque où le point de passage de tous les jeunes étudiants qui s'intéressaient aux grands remuements politiques du monde était l'UEC [Union des étudiants communistes]. Je me suis retrouvé à la fois responsable de l'AGEL [Association générale des étudiants lyonnais] et aussi secrétaire de l'UEC de Lyon. Dans ces années-là, à Lyon, à l'UEC, il y avait plus de six cents étudiants, quatre ou cinq au PSU [Parti socialiste unifié], un à la SFIO [Section française de l'Internationale ouvrière] – qui est d'ailleurs un homme connu aujourd'hui à Lyon. Ma vie a été marquée, comme celle de toute ma génération, par le poids politique du Parti communiste français [PCF], celui de son organisation étudiante et surtout de l'organisation syndicale étudiante, l'UNEF [Union nationale des étudiants de France], qui était un mouvement de masse important, en lutte contre la guerre d'Algérie, porté par l'anticolonialisme et aussi traversé par d'intenses débats, à partir des premiers travaux de Pierre Bourdieu (*Les héritiers*) sur la place spécifique des étudiants dans notre société. Dans tout cela, l'écologie n'existait pas. Il n'y avait strictement aucun rapport entre activisme politique et écologie. Moi qui faisais des études de physique, j'allais surtout à la sortie des amphis pour vendre *Clarté*, le journal des étudiants communistes, et après les réunions de la journée, le soir, quand je rentrais dans ma piaule, je lisais *Le capital*, édité par les Éditions sociales dont je dois encore avoir les différents volumes, soigneusement annotés de ma main. J'avais aussi comme bibles deux livres d'Engels : *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* et *La guerre des paysans*. Les jeunes étudiants de ma génération étaient travaillés par ces questions sociales et politiques. Il n'y a aucun rapport à mes yeux entre l'écologie

et cet engagement politique-là, c'est-à-dire la volonté d'acquérir une formation théorique que je n'avais pas, de faire le coup de poing avec les fachos de l'époque, héritiers directs de l'OAS [Organisation armée secrète], car il y avait des étudiants d'extrême droite et on passait beaucoup de temps à se cogner dessus ; vraiment, c'était violent... On organisait manifestations sur manifestations : pour l'indépendance de l'Algérie, contre la dictature franquiste et le fascisme ; beaucoup se sont terminées pour moi au commissariat central de Lyon où l'on me demandait des explications puisque j'en étais l'un des instigateurs... Toute mon activité était mobilisée par cette passion dévorante ; j'avais définitivement renoncé au foot... Et pourtant, en 1958, mon attention de gamin avait été retenue par un événement aujourd'hui injustement oublié : Rachid Mekloufi, star de l'équipe des Verts et mon idole, s'était « évaporé » avec huit ou neuf autres joueurs professionnels. Ils avaient rejoint leurs frères combattants du FLN [Front de libération nationale] pour constituer la première équipe nationale de football de l'Algérie, quatre ans avant la proclamation de l'indépendance de leur pays ! Merci à toi, Rachid, car c'était la politique, telle que je la comprenais déjà comme adolescent.

Un peu plus tard, autant que je me souviens, c'est à travers ce mouvement lycéen et étudiant que passèrent beaucoup de jeunes qui ont rompu ensuite avec le communisme stalinien, suivant des parcours divers... On vivait dans une ambiance où, moi en tout cas, je rencontrais à Lyon beaucoup d'intellectuels critiques, notamment Henri Lefebvre, qui reste l'un des théoriciens marxistes les plus fins, Jeannette Colombel, une philosophe sartrienne au PCF, Maurice Moissonnier, historien du mouvement ouvrier lyonnais (les canuts), Roger Vaillant, journaliste brillant et écrivain de talent, avec qui on discutait beaucoup... J'ai eu une formation tout à fait hétérodoxe. Mais étant responsable des étudiants communistes, je faisais à ce titre partie du secrétariat fédéral du PCF, un bloc stalinien, auquel je devais rendre des comptes tous les samedis matins...

Je vivais donc dans cette ambiance. J'allais à Paris régulièrement, aux réunions du bureau puis du secrétariat national de l'UEC en conflit ouvert avec la direction du PCF. Ainsi, deux mois avant un congrès, nous avons rédigé un document programmatique qui, point par point, était opposé à la ligne du PCF. Avec la critique du concept de dictature du prolétariat, l'idée que nous défendions, suivant en cela les thèses du PCI [Parti communiste italien], était la suivante : les conditions étaient réunies pour un processus révolutionnaire dans lequel le prolétariat dans un sens élargi serait l'acteur principal en dirigeant un processus démocratique, au cours d'une sorte de guerre de position dans le sens gramscien, dit autrement une révolution sans trop de morts ! Ce qui n'était pas la pensée de la direction du Parti qui niait l'existence du Goulag et même celle du rapport Khrouchtchev au XX^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. J'ai même entendu un membre du Comité central m'affirmer : « Écoute, si on prend le pouvoir, rien ne dit qu'on n'ouvrira pas des camps en France. » J'ai entendu ça... Ces questions polarisaient complètement notre attention.

Donc au final tu t'es fait exclure du PCF ?

Oui, mais en même temps j'étais protégé intellectuellement par ma curiosité politique, c'est ce qui occupait mon temps et mon esprit : c'était l'époque de la Tricontinentale... J'ai décidé d'étudier sérieusement la physique et de préparer l'agrégation. Grâce à ma compagne Édith, qui était normalienne, j'ai été admis comme auditeur libre à l'École normale supérieure. Pendant une année, je n'ai fait que de la physique, de six heures du matin à une heure du matin suivant et, miracle, j'ai réussi. J'ai eu un poste d'assistant à la Sorbonne. Puis je me suis rapproché de mes anciens copains de l'UEC, majoritaires au SNESup [Syndicat national de l'enseignement supérieur], un syndicat qui, pour les jeunes enseignants de l'enseignement supérieur, prenaient la suite de l'UNEF en quelque sorte. Donc je faisais mes cours, puis j'allais au SNESup, la recherche en physique ne me passionnait guère. Aucun de ces événements ne m'a permis de rencontrer l'écologie.

Donc, pas d'écologie à ce moment-là...

Absolument pas, rien, rien, rien. Je suis convaincu que si on m'avait demandé, alors que j'étais assistant, ce qu'était l'écologie, comme science, j'aurais répondu que je ne savais pas. Il y avait la physique, la chimie, la biologie, la biologie moléculaire. Je vivais, comme beaucoup, dans une espèce de mythologie, où les scientifiques importants, les artistes qui comptaient, les écrivains (Aragon), les peintres (Picasso), étaient communistes. Pour moi, tous étaient l'avenir, l'avenir de l'intelligence, des mouvements d'avant-garde artistique, de la politique... L'écologie était complètement marginale, voire inexistante dans ma propre vision du monde. Pour moi, la conscience de cette question est née avec le nucléaire, dans les années 1970, donc. Et à Jussieu avec la création du Comité anti-amiante, en 1974.

J'ai commencé à m'intéresser à l'écologie, à y réfléchir, à l'époque de l'émergence, en Allemagne, de mouvements comme les *Bürgerinitiativen* contre le nucléaire. C'est à ce moment-là que j'ai lu Serge Moscovici et, un peu plus tard, René Passet et surtout Joan Martinez Alier ; j'ai alors perçu un décalage immense entre mon appartenance politique et mes idées. Alors, ma démarche a été assez curieuse... J'ai décidé d'adhérer aux Amis de la Terre dont le responsable autoproclamé était Brice Lalonde. Toutes les semaines, j'allais aux réunions du bureau de l'association, qui fonctionnait sans aucune démocratie, mais avec un système de cooptation. Étaient présents Brice Lalonde, Yves Lenoir, Pierre Samuel, moi... J'étais à la fois à la Ligue [Ligue communiste révolutionnaire], avec des responsabilités dans le « secteur » enseignant, au SNESup et aux Amis de la Terre. Le début de ma réflexion sur l'écologie eut trois éléments déclencheurs : l'amiante à Jussieu, la lutte contre le nucléaire, et bien sûr la candidature de René Dumont aux présidentielles de 1974 pour lequel j'ai d'ailleurs voté.

Mais, dans un article de 2004¹, tu fais de manière assez explicite le lien entre la question écologique et la sortie de la technoscience, de l'État, et notamment toute la question de l'autogestion. Pourquoi n'as-tu pas été plus proche de mouvements comme le PSU par exemple ?

J'étais très formaté par les idées léninistes apprises pendant mon adolescence : pas de pratique sans théorie, le rôle des intellectuels comme avant-garde consciente du prolétariat, la nécessité de comprendre la totalité des mécanismes de l'exploitation pour, le moment venu, détruire le capitalisme. Et le PSU, ce n'était pas ça. C'était une approche très « mollassonne » de la réalité, née d'une scission, avec Rocard et quelques députés de Bretagne, à propos de la guerre d'Algérie. C'était des idées très différentes, pas très articulées théoriquement. L'autogestion, Lip... Pour moi c'était très confus... Mon attachement à la Ligue était la pensée qu'il fallait une théorie du capitalisme pour le détruire ; et cette pensée n'existait pas au PSU.

La critique est venue de lectures, qui ont mis le doute dans mon esprit. Et la rupture, pratiquement, cela a été l'amiante, parce que là, c'était sur mon lieu de travail. J'ai eu la chance de rencontrer Henri Pézerat, directeur de recherche au CNRS et qui travaillait sur ces questions. Il y avait Pézerat et un médecin, pneumologue, connaissant bien l'asbestose, maladie liée à l'inhalation des particules d'amiante ; nous avons été parmi les fondateurs de ce comité anti-amiante en 1974. Et très vite j'ai retrouvé des réflexes de militant. Je suis allé faire des meetings un peu partout en France, dans les usines (Amisol, Ferrodo) où les ouvriers « bouffaient » de l'amiante au quotidien. Pour la première fois de ma vie militante j'ai fait le lien entre l'exploitation, le capitalisme, le syndicalisme et ces problèmes-là, touchant à la santé au travail, à l'écologie au sens large. Et cela s'est enclenché très vite. C'est à partir de ce moment qu'à la Ligue j'ai commencé à poser des problèmes. La direction de la Ligue étant très opportuniste, elle souhaitait être présente sur tous les lieux où émergeaient de nouvelles contradictions du système. Il en était de même avec le nucléaire, dont les dirigeants étaient partisans (puisque cela était un bond en avant dans la croissance des forces productives) et il fallait en même temps être dans le mouvement s'y opposant. Ainsi, je fus délégué pour représenter la IV^e Internationale à la première grande manifestation de Fessenheim. Je me souviens y avoir entendu des discours, tenus notamment par des paysans alsaciens, très réactionnaires, au sens propre du terme. C'était hallucinant, et j'ai ainsi perçu qu'il y avait des contradictions dans le mouvement, des « contradictions au sein du peuple » comme aurait dit Mao Zedong... Lorsque j'ai voulu poser ces problèmes à l'intérieur de la Ligue, j'ai reçu la réponse classique : « D'accord, tu veux poser tel problème, mais comment tu situes ça dans la révolution mondiale ? » Évidemment, je n'avais pas vraiment de réponse, mais j'ai travaillé et, à quelques-un(e)s, on a constitué une tendance qui posait les questions

1. J.-P. Deléage, « Écologistes et alternatifs », in J.-J. Becker et G. Candar (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 2 (xx^e siècle : à l'épreuve de l'histoire), La Découverte, Paris, 2004, p. 146-158.

écologiques, qu'on a abordées à ce moment avec le nucléaire et les luttes contre l'amiante. Et j'ai écrit un article publié dans *Critique Communiste*, intitulé « La nature, un paradigme perdu », dans lequel je m'étais beaucoup inspiré d'Edgar Morin. Ce texte a attiré l'attention d'Ernest Mandel, à l'époque théoricien et responsable du secrétariat unifié de la IV^e Internationale, qui m'a invité à une réunion du secrétariat à Bruxelles. On y a longuement discuté d'écologie et, à partir de ce moment, la piste écologique a été ouverte dans le mouvement trotskiste européen.

Quels étaient les liens entre la LCR, tes activités et cette sorte de nébuleuse qui se mettait en place au cours des années 1970 autour de l'écologie ?

Aucun... C'était une époque de grand bouillonnement intellectuel, mais c'est compliqué parce que, dans ce mouvement... Le PSU, ce n'était pas ma tasse de thé... Je lisais beaucoup la presse type *Harakiri Hebdo*, *La Gueule Ouverte*, etc. Mais cela était en décalage total par rapport au « sérieux » méthodique de la Ligue, avec ses débats récurrents en tendances organisées. Ce qui ne signifie pas que la Ligue était un parti sans qualités... On y débattait beaucoup par exemple de la question soulevée par Louis Althusser sur la fameuse coupure entre le jeune Marx et le Marx de la maturité qui, dans le champ du marxisme, était alors essentielle. J'allais à la fois suivre les conférences d'Althusser à l'École normale et à la Ligue on débattait là-dessus. On publiait des *Cahiers « rouge »*, et notamment l'un des plus travaillés fut celui consacré à Althusser. Ce dernier était pour moi tout à la fois un grand pédagogue et, contradictoirement, le symbole même d'un dogmatisme repoussant. Et de surcroît, très loin de l'écologie. D'où une contradiction majeure : tout ce à quoi j'étais attentif sur le plan de l'écologie, c'était dans la société, sans aucune structure théorique, avec des courants très variés, partant dans tous les sens. J'éprouvais à la fois un grand intérêt pour toutes ces questions et, en même temps, j'étais très attaché au principe d'une cohérence théorique. Tout cela dans un contexte politique global qui m'intéressait toujours très profondément.

Est-ce que la Ligue passait à côté de mouvements plus importants sur la question de l'écologie ?

Oui. À mon avis, oui. Encore une fois, c'était pour partie lié au fait que la sensibilité aux questions de l'écologie n'était pas articulée sur le plan théorique avec la question plus vaste d'une révolution sociale et politique dont nous rêvions. C'est pourquoi, bien plus tard, avec Frédéric Brun, on a cherché à renforcer cet aspect, avec *Écologie & Politique*, car Les Verts n'étaient pas préoccupés par la théorie ; ils n'avaient pas le souci d'une conscience réflexive de la portée historique du mouvement dont ils étaient pourtant des acteurs essentiels...

Et donc, c'est la période de ton travail sur les «servitudes de la puissance» ?

Oui, mais avant, j'ai été libéré de ma servitude volontaire de l'appartenance à la LCR, en 1979, au moment de l'intervention désastreuse de l'armée soviétique en Afghanistan. À ce moment singulier de l'histoire, stupéfaction, il y a les fameuses déclarations de Marchais qui annonce de Moscou que les «camarades soviétiques» avaient raison de lutter contre un régime féodal, etc. Et la Ligue qui soutient l'intervention soviétique au motif que l'URSS était un État ouvrier, «dégénéré» certes, mais ouvrier tout de même... À ce moment, j'ai écrit avec quelques camarades un texte interne très critique, et on m'a exclu. Et puis après, silence. Je pense que c'était en 1979. Mon séjour à la Ligue a duré huit ans. J'étais aussi adhérent des Amis de la Terre. Je garde le souvenir douloureux de Creys-Malville, où je suis allé manifester. J'ai tenté d'expliquer que c'était sérieux, qu'il y aurait du monde et que là, on allait se heurter à l'appareil d'État. Et il s'est passé à Creys-Malville ce que je ne pouvais même pas imaginer : des hélicoptères survolaient la manifestation et les gens étaient terrorisés. Elle s'est terminée par une cogne gigantesque, qui m'a profondément marqué ; j'étais avec Édith (nous nous étions mariés) à qui j'ai dit : «On file vite, il faut penser à nos deux gamins.» En remontant dans la bagnole, j'allume la radio et nous apprenons qu'il y a un mort, Vital Michalon. J'y trouvais alors une double confirmation : celle de mes idées déjà anciennes sur la violence de l'État et celle, aveuglante, de l'inconsistance théorique du mouvement écologique – quand on touche aux choses sérieuses, on ne plaisante pas avec la démocratie réelle et, en cette occasion, l'État n'a pas plaisanté – et donc cela a engendré une sorte d'affaissement pour le mouvement écologique parce que les gens ne voulaient plus aller manifester car ils avaient peur.

Mais j'étais encore à la Ligue. Et ce qui s'est passé à Creys-Malville entrain bien dans mon schéma d'alors, parce qu'à la fois je pensais avoir compris la réalité du nucléaire, que c'était une question centrale pour l'État en France en particulier, qu'il ne pouvait pas laisser passer des manifestations comme celle-là et que ça cognerait, pas comme vingt ans auparavant, mais cela cognerait quand même. Et cela a été un coup d'arrêt. Mon exclusion de la Ligue n'est cependant pas liée à l'écologie, elle est liée à l'Afghanistan et à l'intervention soviétique en 1979. Il y a un tournant qui se situe là. Je suis cependant incapable de rationaliser tout cela. Trop compliqué. J'étais moi-même pris et dépassé dans cette contradiction.

Et que fais-tu après ton exclusion de la LCR ?

Je me mets à travailler. J'étais devenu maître de conférences à Paris VII et ma contribution à la science physique était quasi nulle... Après un article pour la *Physical Review*, je suis allé intervenir dans un congrès à Tucson. Ce fut pour moi une épreuve redoutable... Il y a eu un événement important, mais je suis incapable de le situer exactement dans le temps. À l'époque je ne comprenais pas très bien ce qui se discutait dans les séminaires et j'ai décidé

d'abandonner cette activité. Cela a été un moment important, et une grande libération parce que je n'éprouvais pas un réel intérêt pour la recherche en physique; il y avait un aspect du travail qui m'était insupportable : à l'époque on devait concevoir des programmes de calcul pendant des semaines que l'on matérialisait ensuite sur des cartes perforées, avant d'aller faire la queue pour tester cela sur le calculateur IBM. J'ai donc rompu au risque «de briser ma carrière de chercheur» selon les termes de mon directeur de recherche; de fait, j'ai connu trois mois de flottement au moment où je venais d'écrire cet article dans *Critique Communiste*; et d'autre part, à Jussieu, le couloir dans lequel était situé mon bureau menait aussi à un laboratoire d'écologie générale et appliquée, dont le directeur était Jorge da Silva, chercheur hors norme, ingénieur agronome d'origine portugaise, parti aux États-Unis pour sa thèse d'écologie, puis revenu en France, où il a travaillé sur le lien entre l'écologie et la résistance des plantes à la sécheresse. C'était de l'écologie appliquée et en même temps Jorge était animé de préoccupations théoriques essentielles. Il avait besoin d'un physicien, pour faire des calculs de flux d'énergie dans les écosystèmes. Cela a été une chance parce que je me suis reconverti au travail de recherche dans ce laboratoire d'écologie. Je m'intéressais alors à l'énergie et à l'écologie – à l'époque personne à Paris n'enseignait les modèles mathématiques en écologie, ce champ scientifique n'existait pas vraiment en France. J'ai donc organisé un enseignement sur les modèles en écologie. C'était facile pour moi parce que c'était les mêmes qu'en physique, des modèles d'oscillateurs couplés. Du coup, il y a un basculement, la rupture avec la physique, la découverte de l'écologie scientifique, et je voyais toujours qu'il se passait des choses dans le champ politique. L'écologie scientifique et l'écologie politique n'étaient plus séparées pour moi.

Comme Jorge Vieira da Silva, âgé d'une quinzaine d'années de plus que moi, avait des élèves qui travaillaient dans différents pays, il m'a proposé de participer à des missions dans ce qu'on appelait alors le tiers monde; ma première mission a été consacrée à l'étude d'une oasis en Tunisie. Puis je suis allé travailler au Niger pendant trois mois, puis à Madagascar, au Brésil et, là, les réflexions écologiques et anthropologiques ont pris corps. Il me fallait sérieusement réfléchir à tout cela.

Et ça tu peux le dater ? Quand es-tu entré dans ce labo d'écologie ?

J'étais encore à la Ligue. C'était en 1974-1975. J'ai alors eu la possibilité de travailler avec beaucoup de chercheurs de différentes disciplines. Je continuais à pratiquer la physique dans un laboratoire d'écologie. Puis j'ai travaillé avec des historiens, ceux qui ont constitué Paris VII (dont Jean Chesneaux qui nous a beaucoup encouragés plus tard pour *Écologie & Politique*). Une nouvelle transition s'est ainsi faite. C'est en effet dans le département GHSS (Géographie, histoire et sciences de la société) que j'ai rencontré mes amis Jean-Claude Debeir et Daniel Hémery et que nous avons écrit *Les servitudes de la puissance*, au début des années 1980; ce fut un travail complètement hors du domaine universitaire, où chacun a apporté sa contribution parce nous

avons le souci, après l'élection de François Mitterrand en 1981, d'aller au-delà des mesures hautement symboliques du gouvernement socialiste, comme l'abandon du projet de centrale nucléaire de Plogoff. Je souhaite ici revenir sur le football. Parce que c'est en 1982, année de l'abolition de la peine de mort en France sous l'impulsion de Robert Badinter, que se produisit au Brésil un événement sportif et politique essentiel : le grand footballeur Socrates, face à la dictature militaire, avait transformé l'équipe des Corinthians de São Paulo en un laboratoire de survie autogéré « Démocratie corinthienne ». Et, événement inouï, l'équipe entra un jour sur le stade, devant cinquante mille spectateurs, en brandissant une banderole : « Vaincre ou perdre, mais toujours avec la démocratie ! » ; ce jour-là, la soldatesque au pouvoir resta sans voix et se retrouva très vite sans le pouvoir non plus.

Pour revenir à la « petite histoire », notre éditeur, Flammarion, était très réticent à l'idée de publier notre livre iconoclaste et qui, d'ailleurs, n'a eu aucun écho académique en France. Le directeur de la collection, Louis Audibert, hésitait parce qu'il avait fait lire le manuscrit au patron d'EDF de l'époque, Marcel Boiteux, et que ce dernier trouvait anormal d'avoir écrit un chapitre sur l'énergie nucléaire sans l'avoir interrogé, lui... Le 26 avril 1986, Louis Audibert m'appelle et me dit qu'il va sortir notre livre mais qu'il nous faut vite réécrire l'introduction et la conclusion. Le livre est paru en 1986 et cela faisait plus de cinq ans de travail en commun ; j'y ai quant à moi notamment investi mes propres recherches sur le coût énergétique de la production alimentaire. Ce travail, né à l'écart de la routine de notre activité universitaire, a été traduit immédiatement en Italie, en Allemagne, avec un titre magnifique d'ailleurs, *Prométhée sur le Titanic*, en Espagne, au Brésil, aux États-Unis. Et c'est seulement après la parution aux États-Unis qu'il y eut des retours de chercheurs français nous disant que c'était très intéressant, cinq ans après sa parution en France ! Si j'ai pu faire cela donc, c'est parce que j'ai eu la chance de travailler dans ce laboratoire d'écologie, d'être dans une université comme Paris VII. Enfin, si la décision d'écrire ce livre a été prise par les trois auteurs, c'est bien parce que nous trouvions que, d'une part, le mouvement antinucléaire manquait de recul historique et que, d'autre part, dans l'Université, il n'y avait pas de travaux sur ces questions fondamentales.

À partir du moment où j'ai été exclu de la Ligue en 1979, pendant toute la période d'écriture du bouquin, d'interventions sur le drame de l'amiante, etc., a commencé une nouvelle période de réflexions et de recherches ; j'ai compris ce qu'était la recherche interdisciplinaire (et indisciplinée !), du moins ce que j'appelle la recherche créative. Et lorsqu'on réfléchit au paysage intellectuel de l'époque, quand on a fait ce travail, on avait « au-dessus » de nous, des personnalités qui nous servaient de modèle comme Bourdieu ou Braudel. On a puisé chez eux un certain nombre d'idées. Mais en même temps, ce qu'on a écrit, c'était un peu iconoclaste, d'un point de vue marxiste orthodoxe. C'est cette période où j'ai lu Gorz, Moscovici, des penseurs de cette envergure.

Résumons : avant 1975, l'écologie n'existe pas pour moi. Ni comme science, ni d'ailleurs sur le terrain de la réflexion politique.

Et donc, quand rencontres-tu Les Verts ? En 1986 ?

Plus tard, mais je fréquentais certains d'entre eux, notamment dans le MEP [Mouvement de l'écologie politique], où j'ai, dès la fin des années 1970, rencontré Serge Moscovici, Edgar Morin, Corinne Lepage – ce qui explique que j'ai travaillé plus tard avec elle. Elle y était, dans ce mouvement. Son engagement vient de loin...

Notre livre paraît en 1986. Le Parti communiste n'était pas encore atteint par la raideur cadavérique ; ainsi Pierre Juquin que j'avais connu à l'époque de l'UEC, à qui un ami avait conseillé de lire *Les servitudes de la puissance* et de me rencontrer, avait déjà affiché ses désaccords importants avec la ligne du parti. Quelques jours plus tard, Juquin m'appelle, me confirme ce que laissait déjà entendre la rumeur, à savoir qu'il a décidé de rompre avec le PCF et de se présenter aux présidentielles, et qu'il souhaite me rencontrer. Ce fut une nouvelle aventure politique avec la campagne présidentielle de 1988, qui m'a amené à arrêter toute autre activité, sauf mes enseignements. Cela a été un moment exaltant et très formateur. Dans la campagne coexistaient plusieurs courants politiques : des réformateurs communistes, le PSU, la Ligue et des gens comme moi, qui étaient des « électrons libres ». L'idée était de créer un mouvement rouge-vert, d'aborder les questions écologiques fondamentales dans leur rapport au travail, notamment la question du nucléaire, à la fois civil et militaire. Je me souviens qu'on a fait cinq grandes affiches de campagne ; l'une d'elles proclamait « Zéro bombe atomique ! », une autre : « Droit de vote aux immigrés ! (pour toutes les élections évidemment) », une autre encore « Égalité hommes-femmes ». Quant à moi, je « couvrais » la question écologique. Dans mes interventions, je passais mon temps à tirer sur Waechter, le « dirigeant » le plus en vue des Verts, qui à ce moment-là existaient déjà comme formation politique ; Waechter était le porte-parole du « ni-ni » et d'une écologie centriste, c'est-à-dire « ni à gauche, ni à droite », pour reprendre l'heureuse expression de François Mitterrand à propos du centrisme politique en France. Nous avions bien commencé la campagne, mais nous l'avons terminée beaucoup plus mal. Les quinze derniers jours ont été terribles tant la pression du vote utile a été violente. Après cela, nous avons tenté de constituer un mouvement, la Nouvelle Gauche au sein de laquelle les vieilles habitudes sectaires ont repris le dessus. Un an plus tard, certains d'entre nous (Frédéric en était) ont pris la décision collective d'adhérer aux Verts, ce qui a été très difficile aussi. Finalement, je suis rentré chez Les Verts où j'ai hérité de la responsabilité du programme et, je crois, de la formation. Rétrospectivement, je pense que si nous avions compris l'importance du séisme historique que constituait l'effondrement de l'Union soviétique, nous n'avions pas saisi à l'époque la portée du tournant néolibéral du capitalisme mondial avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne en 1979 et celle de Ronald Reagan aux États-Unis en 1981.

Le programme n'était pas la préoccupation première des dirigeants des Verts, c'était d'ailleurs mission impossible, parce qu'il fallait recoller des morceaux totalement disparates provenant des partisans de la bouffe macrobio, de ceux de l'énergie éolienne, de ceux encore qui ne voyaient le transport qu'à

travers la bicyclette... Et cela pour moi a été une véritable torture, parce j'étais « trop sérieux ». Nous étions treize au comité exécutif ; et la plupart n'avaient qu'une seule obsession, devenir conseiller régional ou député européen, député éventuellement, ou, suprême récompense, ministre. Nous avons alors pensé avec Frédéric qu'il fallait faire basculer ce mouvement à gauche et je suis allé discuter avec Michel Rocard, qui n'était plus Premier ministre, mais demeurerait un interlocuteur important au PS. Nous fûmes aussi sollicités par Jospin, Fabius et... Mélenchon. Ce fut le début d'une nouvelle aventure avec l'organisation des assises de la transformation sociale qui ont abouti quelques années plus tard à l'intégration de la direction des Verts à la majorité gouvernementale dite de « la gauche plurielle ». Je ne rêvais que d'écossocialisme et eux, ils avaient déjà entrepris leur longue marche vers le social-libéralisme et les escaliers menant aux palais ministériels.

Sur le plan universitaire, j'ai eu un poste de professeur à Orléans, dans un département de géographie ; ce qui m'a permis tout de même de piloter ce DEA « Environnement : temps, espaces et sociétés » que tu connais bien.

Entre-temps, j'avais écrit une *Histoire de l'écologie* que je présentais comme une science de l'homme et de la nature. Ce fut ma thèse car j'ai eu la chance de rencontrer Jean-Jacques Salomon, qui m'a soutenu très fortement dans cette aventure intellectuelle. Je me rappelle lui avoir soumis un manuscrit assez consistant un vendredi soir et avoir reçu dès la semaine suivante son approbation pour une soutenance rapide. Après lecture, il subsistait selon lui trois points sur lesquels il n'était pas d'accord... Je ne me souviens plus exactement des trois points litigieux, mais il y en avait un qui concernait l'écoféminisme. Jean-Jacques Salomon avait un doute, il m'a demandé si je serais capable de défendre cette idée du rapport étroit entre écologie et féminisme devant Georges Canguilhem, philosophe des sciences de grande envergure. J'ai répondu que non et il m'a fallu revenir là-dessus... sans barguigner.

1992 fut ensuite une année charnière : sur les plans intellectuel et politique. Pour l'écologie politique, le grand événement fut évidemment la conférence de Rio. Et comme tu le sais, je relie toujours des épisodes de mon activité universitaire, d'écriture, ou de mon engagement pour l'écologie, à des événements historiques.

Et dans quel cadre avez-vous créé la revue ?

Nous y sommes, justement. Au sein des Verts, on a estimé, avec Frédéric Brun, qu'il fallait faire quelque chose face au désintérêt ambiant pour les questions de théorie politique. On avait affaire à des « politiciens » manifestant un mépris insupportable pour les idées. D'où l'idée de créer une revue pour défendre des principes. On l'a lancée en 1991. Je n'aurais jamais pu le faire sans la réflexion et l'esprit d'initiative de Frédéric. Nous avions la préoccupation d'apporter du « théorique » à un parti qui en était dépourvu, parce que pour nous, il ne s'agissait pas de devenir député européen. Nous nous sentions confrontés à des défis politiques beaucoup plus importants et nous nous faisons une idée peut-être naïve, mais beaucoup plus noble de l'agir politique et de la

transformation sociale et politique à venir. Lors de la campagne Juquin, nous avons décidé d'organiser une confrontation pour la reconversion de l'industrie de l'armement avec des communistes, militants syndicalistes qui travaillaient notamment dans les arsenaux de Brest. Il fallait le faire ! Plusieurs centaines d'ouvriers, de cadres et d'ingénieurs, souvent responsables syndicalistes y ont participé. Dans les jours qui ont suivi l'événement, la Confédération générale du travail en a exclu plusieurs qui s'y étaient impliqués. J'avais aussi travaillé avec des syndicalistes de la chimie pour réfléchir à une reconversion industrielle de ce secteur dans les « couloirs » de la chimie au sud de Lyon et dans la vallée de la Basse Seine. C'était très important. Nous avons soulevé un problème, qui se pose en des termes plus brûlants encore aujourd'hui, sur lequel on est revenu ensuite à plusieurs reprises dans *Écologie & Politique*, mais Les Verts s'en moquaient vraiment ; car ils n'avaient aucun lien avec le mouvement ouvrier (et ils ne cherchaient pas à en créer), mouvement ouvrier d'ailleurs en voie de disparition sous sa forme « classique », du moins en Europe, et qui fait aujourd'hui massivement irruption en Chine, en Inde et au Brésil. Pourtant, des questions aussi centrales, qui avaient notamment été posées au moment où avaient surgi en France le problème de l'amiante et celui du nucléaire, restent toujours d'actualité... en 2012, où se pose explicitement la difficulté extrême pour la France d'une éventuelle sortie du nucléaire, plus de vingt-cinq ans après la catastrophe de Tchernobyl et un an après celle de Fukushima.

Revenons à *Écologie & Politique*. En dépit de la richesse de la revue, nous n'avons jamais pesé sur l'orientation politique des Verts ou de Génération Écologie. Ce qui d'ailleurs n'était pas notre intention car nous ne souhaitions pas être inféodés à tel ou tel courant. Frédéric le dira sans doute bien mieux que moi. Cela m'amène à une considération plus générale : la créativité théorique comme la recherche reposent sur la capacité d'indiscipline, sauf à courir le risque du crétinisme académique, de la répétition ventriloque du même. La grande idée doit ici et maintenant être guidée par la liberté : « La liberté ! Sauvons la liberté ! La liberté sauve le reste ! », comme l'a superbement écrit Victor Hugo. Elle sauvera aussi la recherche libre et non orientée. Autre enseignement de ces vingt années de publication de notre revue, l'importance de la fraternité en politique ; or cette fraternité que j'ai toujours connue au cours de mes « vies précédentes », dans tous les mouvements « avant Les Verts », je ne l'ai jamais rencontrée dans ce mouvement, sauf avec Guy Hascoët, mais aussi Raphaël Romi, Alain Lipietz ou Yves Cochet qui n'ont jamais abandonné les préoccupations théoriques. Domine à l'inverse chez Les Verts une arrogance irresponsable et déplaisante à l'égard des nouveaux arrivants qui vise à les humilier, surtout lorsqu'ils ont l'ambition d'une attitude réflexive quant à l'écologie politique. J'ai subi moi-même « ces mauvaises manières ». Je sais bien que la sphère des activités sociales et politiques est englobée dans celle, plus vaste, de la biosphère ; et j'ai suffisamment argumenté moi-même en faveur de l'idée que nous étions entrés dans une écologie-monde, impliquant un questionnement théorique beaucoup plus vaste que tout ce qu'avaient pu imaginer et théoriser les « grands » penseurs classiques du socialisme (selon moi Karl Marx,

Rosa Luxembourg, Jean Jaurès et Antonio Gramsci) et auquel le néologisme écosocialisme apporte une réponse surtout formelle ; mais cela ne nous affranchit pas du respect des règles de la vie en société qui implique, à tout le moins, que nous soyons les « obligés » de nos frères et nos sœurs en humanité ; car je pense, avec Marx, que « le monde de l'homme, c'est l'homme ».

Il existe enfin un dernier grand principe auquel je n'ai jamais dérogé, auquel je ne dérogerai pas et que retrouvent, sous des formes revivifiées, les nouveaux mouvements sociaux qui partout se lèvent dans le monde, c'est celui d'égalité dans la diversité. Je le répète, l'équipe nouvelle qui va prendre la responsabilité de poursuivre la longue route que nous avons empruntée pour *Écologie & Politique*, Frédéric et moi, ne devra jamais transiger avec ces trois principes sacrés !

Propos recueillis par Estienne Rodary